

# Garantir les droits des enfants au nom de la justice climatique

Texte original en anglais, traduit en français  
Original text in English, translated into French

Ensuring children's rights  
for climate justice

Natasha Lepage est une militante luxembourgeoise pour la justice climatique et les droits de l'Homme. Elle a commencé à militer très jeune. En 2019, après avoir vu des milliers de jeunes descendre dans la rue pour exiger une action climatique, elle a rejoint Fridays For Future, le mouvement mondial de la jeunesse pour le climat qui au Luxembourg s'appelle Youth for Climate.

Depuis elle milite activement pour la protection du climat et le renforcement du pouvoir de décision des jeunes, notamment dans l'élaboration des politiques. En 2023, Natasha a représenté les jeunes du Luxembourg à la 78e session de l'Assemblée Générale de l'ONU en tant que Déléguée de la Jeunesse des Nations Unies. En 2024, elle est devenue la première Déléguée de la Jeunesse pour le Climat du Luxembourg, travaillant en étroite collaboration avec le ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et participant en tant que membre de la délégation nationale à la 29<sup>e</sup> Conférence des États signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29).

Outre son engagement international, Natasha est aussi activement impliquée dans la promotion des droits de l'enfant au Luxembourg en tant que jeune conseillère de l'OKAJU.

*Natasha Lepage is a climate justice and human rights activist from Luxembourg. She began her activism at a young age, advocating for human rights and climate justice. In 2019, after witnessing thousands of young people taking the streets to demand climate action, she joined the global youth climate movement Fridays For Future, called Youth for Climate in Luxembourg.*

*Since then, she has been actively advocating for climate action, youth empowerment and the meaningful inclusion of young people in policymaking. In 2023, Natasha represented the youth of Luxembourg at the 78th Session of the United Nations General Assembly as a UN Youth Delegate. In 2024, she became Luxembourg's first Climate Youth Delegate, working closely with the Ministry of Environment, Climate and Biodiversity and participating as part of the national delegation to the 29th Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (COP29).*

*In addition to her international advocacy, Natasha is also actively engaged in promoting children's rights in Luxembourg, as an OKAJU Young Advisor.*



*Les Luxembourgeois appellent dans l'ensemble à une adaptation du système fiscal face aux enjeux du changement climatique. - Has Gen X been blindsided by climate change protests?*

© Lex Kleren

**Julien Wald** est un militant pour la jeunesse originaire du Luxembourg, engagé dans la défense du climat et des droits de l'Homme. Il a représenté les jeunes du Luxembourg en tant que Délégué de la Jeunesse des Nations Unies (2023-2024) à la 78<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale de l'ONU. Siégeant alors à la Troisième Commission, il a défendu les droits de l'Homme et le développement durable, en mettant l'accent sur les droits de l'enfant et les effets persistants du changement climatique.

En tant que jeune conseiller de l'OKAJU, il a contribué à l'élaboration de recommandations sur les droits de l'enfant, la santé mentale des jeunes et leur intégration dans les mécanismes de prise de décision. Il a commencé à militer pour le climat au sein de Youth for Climate Luxembourg en 2019, en organisant des manifestations et en collaborant avec la société civile pour promouvoir la justice climatique. Il a aussi engagé le dialogue sur des revendications politiques avec des décideurs, à l'échelle nationale et européenne.

*Julien Wald is a youth advocate from Luxembourg with a background in climate and human rights activism. He served as UN Youth Delegate for Luxembourg (2023-2024), representing young people during the 78<sup>th</sup> Session of the UN General Assembly. At the Third Committee, he advocated for human rights and sustainable development, with a particular focus on the children's rights and the ongoing impacts of climate change.*

*As a Young Advisor to the Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKAJU), he helped develop recommendations on children's rights, mental health, and inclusive youth participation. He started as a climate activist with Youth for Climate Luxembourg in 2019, where he organised protests and worked alongside civil society to advance climate justice. He also engaged in policy demands with decision-makers at both the national and European level.*

Les enfants sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. La crise climatique n'est pas seulement un enjeu environnemental, c'est aussi une violation directe des droits de l'enfant. Du droit à l'éducation au droit à la santé, presque tous les aspects du bien-être des enfants sont menacés par le changement climatique. Bien qu'ils y contribuent le moins, les enfants sont les plus affectés par ses retombées.

S'ils sont les plus vulnérables, les enfants et les jeunes sont toutefois aussi à l'avant-garde de la lutte pour la justice climatique. À travers des mouvements comme Fridays For Future, les jeunes militants secouent l'inaction politique et exigent des décisions urgentes pour le climat.

Mais le militantisme à lui seul ne suffit pas. La lutte contre le changement climatique nécessite une action coordonnée des gouvernements nationaux et des institutions internationales afin d'établir et de renforcer des cadres juridiques. Ces derniers doivent permettre un changement urgent et efficace, donnant la priorité aux enfants et à leurs droits dans les politiques climatiques.

Reconnaître l'impact sur les enfants et les jeunes du changement climatique et des crises mondiales qui lui sont liées est essentiel pour protéger leurs droits. L'éducation au climat peut être considérée comme un moyen de combler le fossé de la polarisation climatique chez les enfants. En outre, la participation significative des jeunes à la prise de décision est importante pour responsabiliser les enfants et faire en sorte que leur voix soit entendue dans les décisions politiques et juridiques.

En abordant ces questions émergentes, nous ouvrons la voie à la justice climatique et à la solidarité intergénérationnelle.

Children are particularly vulnerable to the effects of climate change. The climate crisis is not only an environmental issue; it is a direct violation of children's rights. From the right to education to the right to health, climate change threatens nearly every aspect of a child's wellbeing. Despite contributing the least to the problem, children are disproportionately affected by its consequences.

Although they are the most vulnerable, children and young people are at the forefront of the fight for climate justice. Through movements like Fridays For Future, young activists are challenging political inaction and demanding urgent climate action.

However, activism alone is not enough. Addressing climate change requires coordinated action by national governments and international bodies to establish and strengthen legal frameworks. These must enable urgent and effective change, keeping children and their rights at the forefront of climate-related policies.

Recognising the impacts of climate change and its intersecting global crises on children and young people is essential to protecting their rights. Climate education can be seen as a means to bridge the gap in climate polarisation among children. Moreover, meaningful youth participation in decision-making is important to empower children and ensure that their voices are heard in political and legal decisions.

By addressing these emerging issues, we are paving the path for climate justice and intergenerational solidarity.

### **The legal framework for children's rights and the environment**

There are a number of instruments that create a legal framework for children's rights and the environment. These include human

## Le cadre juridique des droits de l'enfant et de l'environnement

Il existe un certain nombre d'instruments qui créent un cadre juridique pour les droits de l'enfant et pour l'environnement. Il s'agit notamment de la législation sur les droits de l'Homme, de celle sur l'environnement ainsi que des normes établies par des organismes internationaux, régionaux et nationaux.

### Le droit international relatif aux droits de l'Homme

Le changement climatique n'est pas explicitement mentionné dans la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). Dans les observations générales il est néanmoins noté que la crise climatique a un impact sur les droits de l'enfant. Le Luxembourg a ratifié la CIDE en 1994. Le préambule de la CIDE mentionne l'importance de la protection de l'environnement naturel pour le développement et le bien-être des enfants. En outre, il établit que plusieurs droits fondamentaux sont liés à l'environnement naturel, en particulier le droit à la santé (article 24(2)(c)) et le droit à l'éducation (article 29(1)(e)).

En 2023, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a reconnu dans son Observation générale n° 26 que la crise climatique compromet gravement la pleine jouissance des droits de l'enfant. Les États ont l'obligation légale de prendre des mesures urgentes pour protéger les jeunes de l'impact environnemental. L'intérêt supérieur de l'enfant doit être au cœur de toutes les politiques climatiques<sup>1</sup>. Les gouvernements évaluent l'impact du changement climatique sur les enfants. Les États doivent

rights law, environmental laws, and standards set by international, regional and national bodies.

### International human rights law

Climate change is not explicitly mentioned in the Convention on the Rights of the Child (CRC). However, the General comments include the climate crisis as impacting on the rights of the child. Luxembourg has been a party to the CRC since 1994. The CRC preamble mentions the importance of protecting the natural environment for the development and wellbeing of children. Additionally, it establishes that several substantive rights are related to the natural environment, specifically the right to health (Article 24(2)(c)) and the right to education (Article 29(1)(e)).

In 2023, the Committee on the Rights of the Child recognised in General comment No. 26 that the climate crisis severely undermines the full enjoyment of children's rights. States have a legal obligation to take urgent action to protect young people from environmental impact. The best interests of children must be a primary consideration in all climate policies.<sup>1</sup> Governments assess how climate change affects children. States must adopt more ambitious and effective climate measures in order to protect the rights of children.<sup>2</sup> A failure to act on climate change may amount to a violation of these rights.

### Climate obligations

According to the Paris Agreement (2015), states have agreed to mitigate climate change and keep global average tempera-

<sup>1</sup> Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation générale 26 sur les droits de l'enfant et l'environnement, en mettant l'accent sur le changement climatique, UN doc. CRC/C/GC/26, § 16.

<sup>1</sup> UN Committee on the Rights of the Child, General comment 26 on children's rights and the environment, with a special focus on climate change, UN doc. CRC/C/GC/26, § 16.

<sup>2</sup> CRC/C/GC/26, § 8.

prendre des mesures climatiques plus ambitieuses et plus efficaces afin de protéger les droits des enfants<sup>2</sup>. L'inaction climatique peut constituer une violation de ces droits.

### Obligations en matière de climat

En signant l'Accord de Paris (2015), les États se sont engagés à atténuer le changement climatique et maintenir les températures moyennes mondiales bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, idéalement à 1,5°C<sup>3</sup>. Le préambule reconnaît que les enfants sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. En outre, les États doivent tenir compte des groupes vulnérables lorsqu'ils prennent des mesures pour s'adapter au changement climatique ou pour en atténuer les effets. Pour remplir leurs obligations, les États doivent par conséquent protéger explicitement les droits de l'enfant. Le Luxembourg a l'obligation de protéger les droits de l'enfant dans toute la mesure du possible<sup>4</sup>.

La réduction des émissions devrait de surcroît être une priorité afin de permettre aux enfants de jouir pleinement de leurs droits et leur éviter de subir des dommages irréversibles.

La CIDE et l'Accord de Paris constituent une base pour protéger les droits de l'enfant dans le contexte du changement climatique. Toutefois, ces cadres juridiques sont encore très fragmentaires et insuffisamment appliqués.

Ils ont néanmoins été utilisés par des enfants et des jeunes comme base juridique

tures well below 2°C above pre-industrial levels, ideally 1.5°C.<sup>3</sup> The preamble acknowledges that children are particularly vulnerable to the effects of climate change. Additionally, states must take vulnerable groups into account in measures to adapt to and mitigate the effects of climate change. Therefore, in order to fulfil their obligations, states must explicitly protect children's rights. Luxembourg has an obligation to protect children's rights to the maximum possible extent.<sup>4</sup>

In addition, emissions reduction should be a priority in order to support children's full enjoyment of their rights and to prevent irreversible damage that could harm them.

The CRC and the Paris Agreement provide a foundation to protect children's rights in the context of climate change. However, these legal frameworks are still quite fragmented and under-enforced.

Nonetheless, they have been used as the legal basis for strategic litigation by children and young people. Governments have a legal obligation to take actionable steps to enforce these rights. Current inaction on climate change is having a negative impact on the wellbeing and development of children.

### The climate crisis as a polycrisis

The Children's Climate Risk Index of the United Nations Children's Fund (UNICEF) shows that one billion children live in countries that are at extremely high risk to the impacts of climate change.<sup>5</sup> The climate crisis has a devastating impact on chil-

2 CRC/C/GC/26, § 8.

3 Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Accord de Paris, art. 1, § 2, ¶ a.

4 CCNUCC, Accord de Paris, art. 4.

3 United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), The Paris Agreement, art. 2, § 1, ¶ a.

4 UNFCCC, Paris Agreement, art. 4.

5 United Nations Children's Fund (UNICEF), *The climate crisis is a child rights crisis: Introducing the Children's Climate Risk Index* (UNICEF Division of Communications, 2023).

pour des litiges stratégiques. Les gouvernements ont l'obligation légale de prendre des mesures concrètes pour faire respecter ces droits. L'inaction actuelle en matière de changement climatique a un impact négatif sur le bien-être et le développement des enfants.

### La crise climatique, une polycrise

L'indice de risque climatique pour les enfants de l'UNICEF montre qu'un milliard d'enfants vivent dans des pays extrêmement menacés par le changement climatique<sup>5</sup>. La crise climatique a un impact dévastateur sur la vie, la santé, l'éducation et le bien-être des enfants dans le monde entier. Qu'il s'agisse de risques sanitaires accrus ou d'insécurité alimentaire croissante, les risques auxquels les enfants sont confrontés sont disproportionnés.

dren's lives, health, education and wellbeing worldwide. From increased health risks to rising food insecurity, the risks children face are disproportionately high.

Globally, children are experiencing – and will continue to experience – climate and environmental hazards, shocks and stresses. The climate crisis affects children worldwide, particularly in the Global South, where its consequences are the worst.

Repeated exposure to climate and environmental hazards undermines rights: the right to health, the right to adequate food and water, the right to education and the right to life. It is apparent that the climate crisis is not an isolated issue but rather deeply intertwined with other global challenges, such as conflicts, political and economic instability, water security, the energy crisis and pandemics. Scholars refer to this as a polycrisis.<sup>6</sup> This concept recognises that

5 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *La crise climatique est une crise des droits de l'enfant : Présentation de l'Indice des risques climatiques pour les enfants* (UNICEF Division de la Communication, 2021).

6 Jani Siirilä and Arto O. Salonen, 'Towards a sustainable future in the age of polycrisis,' *Frontiers in Sustainable*



En septembre 2019, les étudiants ont été rejoints par des syndicats, des ONG et des responsables politiques pour l'événement « Unis pour la justice climatique »  
In September 2019 in Luxembourg, students were joined by unions, NGOs, and political leaders for the event "United for Climate Justice."

© Christophe Olinger

Dans le monde entier, les enfants subissent - et continueront de subir – le stress, les risques et les bouleversements causés par le changement climatique. La crise climatique touche les enfants du monde entier, en particulier ceux des pays du Sud où ses conséquences sont les plus graves.

L'exposition répétée aux risques climatiques et environnementaux porte atteinte aux droits : droit à la santé, droit à une alimentation et à une eau suffisantes, droit à l'éducation et droit à la vie. Il est évident que la crise climatique n'est pas un enjeu isolé, mais qu'elle est au contraire étroitement liée à d'autres défis mondiaux, tels que les guerres, l'instabilité politique et économique, la sécurité de l'eau, la crise énergétique et les pandémies. C'est ce que les spécialistes appellent une polycrise<sup>6</sup>. Ce concept reconnaît que les multiples crises mondiales sont interconnectées, qu'elles se renforcent et s'amplifient les unes les autres, et que les enfants sont au centre de ces crises, dont ils subissent souvent les conséquences les plus graves.

Comprendre le changement climatique à travers le prisme d'une telle polycrise met en évidence la nécessité de solutions systémiques, intergénérationnelles et fondées sur les droits. Elle souligne le besoin urgent d'économies résilientes au changement climatique, de sensibilisation et d'éducation au climat, de systèmes de santé plus solides et d'un cadre garantissant que l'action climatique est prise en compte à tous les niveaux de l'élaboration des politiques.

En outre, la crise climatique et les problèmes mondiaux qui lui sont liés peuvent à long terme avoir des répercussions importantes sur la santé mentale des enfants

multiple global crises are interconnected, reinforcing and amplifying one another, with children at the centre, often bearing the brunt of their consequences.

Understanding climate change through the lens of such a polycrisis highlights the need for systemic, rights-based and intergenerational solutions. It underscores the urgent need for climate-resilient economies, climate awareness and education, stronger healthcare systems and a framework that ensures that climate action is considered at all levels of policymaking.

Moreover, the climate crisis and associated global issues can have important long-term implications for children's mental health, resulting in climate anxiety and eco-anxiety.<sup>7</sup> Anxiety is an emotion that some children experience as a result of feeling overwhelmed by the complexity and lack of clear solutions to tackle global challenges. Children are facing added physiological stress, followed by feelings of hopelessness and frustration due to political inaction towards climate change. For young people, the polycrisis deepens mental health challenges leading to rising eco-anxiety and further stress. These stressors violate a child's right to the highest attainable standard of health.

In this context, only early climate-focused education and awareness building can prepare children to face these global challenges.

### **Climate education as a means to bridge the gap in climate polarisation**

Education is an essential tool in addressing the climate crisis, yet many school curricula

6 Jani Siirilä et Arto O. Salonen, 'Towards a sustainable future in the age of polycrisis', *Frontiers in Sustainable Development* 5 (2024) : <https://doi.org/10.3389/frsus.2024.1436740>.

*Development* 5 (2024): <https://doi.org/10.3389/frsus.2024.1436740>.

7 Caroline Hickman et al., 'Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey', *The Lancet Planetary Health* 5, no. 12 (2021): 863-873.



et susciter une anxiété climatique et une éco-anxiété<sup>7</sup>. L'anxiété est une émotion que certains enfants éprouvent parce qu'ils se sentent dépassés par la complexité des défis mondiaux et par l'absence de solutions claires pour les relever. Les enfants sont confrontés à un stress physiologique supplémentaire, accompagné d'un sentiment de désespoir et de frustration causés par l'inaction politique face au changement climatique. Pour les jeunes, la polycrise aggrave les problèmes de santé mentale, ce qui se traduit par une éco-anxiété croissante et un stress supplémentaire. Ces facteurs de stress violent le droit de l'enfant au meilleur état de santé possible.

Dans ce contexte, seules une éducation et une sensibilisation précoces axées sur le climat peuvent préparer les enfants à faire face à ces défis mondiaux.

### **L'éducation au climat comme moyen de combler le fossé de la polarisation climatique**

L'éducation est un outil essentiel pour faire face à la crise climatique, mais de nombreux programmes scolaires n'abordent pas suffisamment la science du climat, la justice environnementale et les impacts sociaux du réchauffement climatique. En l'absence d'une connaissance globale du climat, les enfants et les jeunes ne disposent pas des outils nécessaires pour comprendre, s'engager et répondre aux défis actuels du changement climatique.

La manière dont le changement climatique est enseigné est très importante. Lors de récentes consultations avec des enfants et des jeunes au Luxembourg, nombre d'entre eux

fail to adequately cover climate science, environmental justice and the social impacts of global warming. Without comprehensive climate literacy, children and young people do not have the tools to understand, engage and respond to the ongoing challenges of climate change.

The way climate change is taught deeply matters. During recent consultations with children and young people in Luxembourg, many students experienced climate fatigue and a sense of hopelessness and frustration, because they were repeatedly exposed to the alarming effects of climate change without seeing actionable solutions. This contributed to eco-anxiety, a growing phenomenon among children and youth. Conversely, the lack of adequate climate education can lead to climate denial, apathy or misinformation. In order to overcome polarisation and disengagement, there is a need for inclusive, empowering and systematic climate education.

Moreover, climate education should be interdisciplinary, integrating climate literacy across all disciplines, such as social sciences, natural sciences and civics. Extending beyond the presentation of facts, education should teach children and young people analytical skills and how to evaluate and assess challenges related to climate change.

A high-quality climate education will support children's right to information and participation by allowing them to take informed action and engage in public discourse. This will also equip them to better understand the broader triple planetary crisis of climate change, biodiversity loss and pollution.

Furthermore, the Committee on the Rights of the Child has stated that adolescents, as they approach adulthood, must have access to an education that is suitable and supports

<sup>7</sup> Caroline Hickman et al., 'Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey,' *The Lancet Planetary Health* 5, n° 12 (2021) : 863-873.

ont confié ressentir une fatigue climatique et un sentiment de désespoir et de frustration, pour avoir été exposés de manière répétée aux effets alarmants du changement climatique sans perspective de solution réalisable. Cela alimente l'éco-anxiété, un phénomène croissant chez les enfants et les jeunes. À l'inverse, l'absence d'éducation climatique adéquate peut conduire au déni, à l'apathie ou à la désinformation. Afin de surmonter la polarisation et le renoncement, il est nécessaire de mettre en place une éducation climatique inclusive, responsabilisante et systématique.

En outre, l'éducation au climat devrait être interdisciplinaire et intégrer les connaissances venant notamment des sciences sociales, des sciences naturelles et de l'éducation civique. Au-delà de la présentation des faits, l'éducation devrait enseigner aux enfants et aux jeunes comment analyser et évaluer les défis liés au changement climatique.

Une éducation climatique de qualité renforcera le droit des enfants à l'information et à la participation en leur permettant d'agir en connaissance de cause et de s'engager dans le débat public. Elle leur fournira aussi les outils pour mieux comprendre la triple crise planétaire que constituent le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution.

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a par ailleurs déclaré qu'à l'approche de l'âge adulte les adolescents doivent avoir accès à une éducation adaptée leur permettant de relever les défis locaux et mondiaux, y compris le changement climatique et la dégradation de l'environnement<sup>8</sup>.

Il est essentiel de reconnaître le droit à

<sup>8</sup> Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation générale 20 sur la mise en œuvre des droits de l'enfant pendant l'adolescence, UN doc. CRC/GC/20, §12.

them in tackling local and global challenges including climate change and environmental degradation.<sup>8</sup>

It is crucial to recognise the right to education as the most effective means to bridge the gap in climate polarisation and shift the narrative from climate inaction to climate agency.

### Youth climate activism

Children are at the frontline of the fight for environmental justice. From small local protests to global mobilisation, children and youth activists have organised actions and protests to raise awareness, engage political authorities and demand urgent climate action.

The Fridays For Future (FFF) movement began in August 2018 with a single student sitting outside the Swedish Parliament every Friday. Greta Thunberg was only 15 years old when she decided to start her 'Skolstrejk för klimatet' (school strike for climate). What started as an individual protest quickly became a global movement. By March 2019, young people in over 125 countries had organised the first global climate strike, with more than 1.6 million participants.<sup>9</sup> For the first time in history, children and youth mobilised on an international scale to demand climate justice.

In Luxembourg, over 15,000 students participated in the first climate strike in 2019. As part of this global movement, young activists have fought to hold their governments accountable to the Paris Agreement. At the core of this mobilisation was the call

<sup>8</sup> UN Committee on the Rights of the Child, General comment 20 on the implementation of the rights of the child during adolescence, UN doc. CRC/C/GC/20, § 12.

<sup>9</sup> BBC, 'School strike for climate: Protests staged around the world', *BBC*, 24 May 2019, <https://www.bbc.com/news/world-48392551>.

l'éducation comme le moyen le plus efficace de combler le fossé de la polarisation climatique et de passer de l'inaction à l'action climatique.

### **Le militantisme climatique de la jeunesse**

Les enfants sont en première ligne dans la lutte pour la justice environnementale. Des petites manifestations locales à la mobilisation mondiale, les enfants et les jeunes militants ont multiplié les actions pour sensibiliser l'opinion, interpeller les pouvoirs publics et exiger une action climatique urgente.

Le mouvement Fridays For Future (FFF) a commencé en août 2018 avec une seule lycéenne assise devant le parlement suédois tous les vendredis. Greta Thunberg n'avait que 15 ans lorsqu'elle a décidé de lancer sa « Skolstrejk för klimatet » (grève scolaire pour le climat). Ce qui n'était au départ qu'une action individuelle s'est rapidement transformé en un mouvement mondial. En mars 2019, des jeunes de plus de 125 pays ont organisé la première grève mondiale pour le climat, qui a réuni plus de 1,6 million de participants<sup>9</sup>. Pour la première fois dans l'histoire, des enfants et des jeunes s'étaient mobilisés à l'échelle internationale pour réclamer la justice climatique.

Au Luxembourg, plus de 15 000 étudiants ont participé à la première grève pour le climat en 2019. Dans le cadre de ce mouvement mondial, les jeunes militants se sont battus pour que leurs gouvernements tiennent les engagements qu'ils avaient pris en signant l'Accord de Paris. Au cœur de cette mobilisation se trouvait l'appel à une justice climatique internationale et intergénérationnelle, reconnaissant que la crise climatique affecte de manière dispropor-

for international and intergenerational climate justice, recognising that the climate crisis disproportionately affects young people and future generations.

The fight for climate justice is not just a youth movement; it requires intergenerational collaboration. Children and young people must engage in meaningful dialogue with policymakers. Adolescents in particular should be recognised as agents of change who bring creativity, passion and innovative solutions to the challenges posed by climate change.<sup>10</sup>

Tackling the climate crisis is a crucial issue for current and future generations. Therefore, to achieve true climate justice, change must be supported by political action and intergenerational efforts to secure a liveable planet for future generations.

In addition to these political means, young people have turned to the courts to advance children's rights in the context of climate action. This form of strategic litigation can be seen as an expression of activism. It seeks to challenge political inaction, expand existing legal frameworks and reinforce the understanding that climate change is fundamentally a human rights issue.

### **Defenders of children's rights**

Children around the world are defending their own rights. In *Sacchi et al. v. Argentina and others* (2021), 16 children brought a complaint before the Committee on the Rights of the Child. They argued that several states had failed to take adequate climate action, thereby violating several children's rights in the CRC. Although the case was dismissed on procedural grounds, the Committee acknowledged that states can bear

<sup>9</sup> BBC, 'School strike for climate: Protests staged around the world', *BBC*, 24 mai 2019, <https://www.bbc.com/news/world-48392551>.

<sup>10</sup> CRC/C/GC/20, §2.

tionnée les jeunes et les générations futures.

Le combat pour la justice climatique n'est pas qu'un mouvement de jeunesse ; il nécessite une collaboration intergénérationnelle. Les enfants et les jeunes doivent s'engager dans un dialogue constructif avec les décideurs politiques. Les adolescents en particulier devraient être reconnus comme des agents du changement qui apportent créativité, passion et solutions innovantes aux défis posés par le changement climatique<sup>10</sup>.

La lutte contre la crise climatique est un enjeu crucial pour les générations actuelles et futures. Par conséquent, pour parvenir à une véritable justice climatique, le changement doit être soutenu par une action politique et des efforts intergénérationnels afin de léguer une planète vivable aux générations futures.

Outre la mobilisation politique, les jeunes se sont tournés vers les tribunaux pour faire avancer les droits de l'enfant dans le contexte de l'action climatique. Ces litiges stratégiques peut être considérée comme une forme de militantisme. Ils visent à remettre en question l'inaction politique, à élargir les cadres juridiques existants et à faire comprendre que le changement climatique est fondamentalement une question de droits de l'Homme.

### Défenseurs des droits de l'enfant

Partout dans le monde, des enfants défendent leurs propres droits. Dans l'affaire *Sacchi et al. c. Argentine et autres* (2021), 16 enfants ont déposé une plainte devant le Comité des droits de l'enfant. Ils ont fait valoir que plusieurs États n'avaient pas pris les mesures adéquates pour lutter contre le changement climatique, violant ainsi plusieurs droits de l'enfant énoncés dans la Conven-

extraterritorial responsibility for greenhouse gas emissions and that transboundary environmental harm may give rise to state responsibilities.

In *Duarte Agostinho v. Portugal and Others* (2024), a group of six young Portuguese citizens similarly alleged that Portugal and 32 other states had violated several human rights within the European Convention on Human Rights (ECHR), due to present and future impacts of climate change. The European Court of Human Rights (ECtHR), like the Committee on the Rights of the Child, recognised the existential nature of climate change and the fact that states have assumed international climate obligations. However, it declared the case inadmissible on procedural grounds as the applicants had not exhausted all domestic solutions. Unlike the Committee on the Rights of the Child, the ECtHR refused to broaden the extraterritorial jurisdiction of the ECHR.

Although both cases were unsuccessful, they did help to define the current legal limits of, and establish the legal constraints for future climate litigations by children. For instance, the successful judgement in *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz and Others v. Switzerland* (2024), before the ECtHR, may offer valuable guidance for future claims by defenders of children's rights. In this case, the ECtHR clarified the admissibility criteria in climate-related cases: individual applicants must demonstrate a "high intensity of exposure" to the adverse consequences and a "pressing need" for protection due to insufficient state measures.<sup>11</sup> Associations, however, may be granted standing if they were lawfully established, pursue a purpose of human rights protection, and are genuinely qualified and representative of affected individuals.<sup>12</sup>

<sup>10</sup> CRC/GC/20, § 2.

<sup>11</sup> *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz and Others v Switzerland* App no 53600/20 (ECtHR, 9 April 2024), § 487.

<sup>12</sup> App no 53600/20, § 502.

tion internationale des droits de l'enfant. Bien que l'affaire ait été classée sans suite pour des raisons de procédure, le Comité a reconnu que les États peuvent porter une responsabilité extraterritoriale pour les émissions de gaz à effet de serre et que les dommages environnementaux transfrontaliers peuvent donner lieu à des responsabilités étatiques.

Dans l'affaire *Duarte Agostinho c. Portugal et autres* (2024), un groupe de six jeunes citoyens portugais a allégué de la même manière que le Portugal et 32 autres États avaient violé plusieurs droits de l'Homme énoncés dans la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH), en raison des impacts présents et futurs du changement climatique. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a, tout comme le Comité des droits de l'enfant, reconnu la nature existentielle du changement climatique et le fait que les États ont endossé des obligations internationales en matière de climat. Elle a toutefois déclaré l'affaire irrecevable pour des raisons de procédure, les requérants n'ayant pas épuisé toutes les solutions au niveau national. Contrairement au Comité des droits de l'enfant, la Cour européenne des droits de l'Homme a refusé d'élargir la compétence extraterritoriale de la CEDH.

Bien qu'aucune de ces deux affaires n'ait abouti, elles ont contribué à définir les limites et contraintes juridiques actuelles que les enfants devront prendre en compte dans les futurs litiges climatiques. L'arrêt rendu avec succès dans l'affaire *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse* (2024), devant la Cour européenne des droits de l'Homme, constitue ainsi un précédent précieux pour les défenseurs des droits de l'enfant qui déposeront des plaintes à l'avenir. Dans cette affaire, la Cour européenne des droits de l'Homme a clarifié les critères de recevabilité dans les affaires liées au climat :

This judgement shows a procedural advantage of relying on associations to bring forward climate related claims before human rights courts. This could offer a potential path for future children's rights defenders.

### Moving forward

The fight against climate change is not only about the environment but also about international solidarity, justice and ensuring that children's rights are at the centre of climate policy.

Legal frameworks play a crucial role in protecting children from the impacts of climate change. However, without enforcement and meaningful action, these rights remain theoretical<sup>13</sup>. We must ensure that environmental policies are child-sensitive, acknowledging the disproportionate impact of climate change on children and making their needs a priority in all climate-related decisions. This includes the meaningful engagement of children and young people in national, regional and international climate negotiations and decision-making. Climate action cannot be truly effective unless it is intergenerational, fostering collaboration between young people and policymakers to create impactful and inclusive solutions. Education must be at the forefront of ensuring the engagement of future generations, recognising the importance of climate literacy to bridge the gap in climate polarisation. Access to quality education is an essential tool to ensure climate and social justice and safeguard children's rights.

Governments must recognise the interconnectedness of global crises and guarantee

13 Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Analytical Study on the Relationship Between Climate Change and the Full and Effective Enjoyment of the Rights of the Child - Report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, UN doc. A/HRC/35/13.



**YOU CANNOT  
RECYCLE  
WASTED *time*...**

**FDC  
STOP A  
INVESTISS  
CLIMATIC**  
  
GREENPEA

**ONDS DE  
PENSAION**  
  
€€

les requérants individuels doivent démontrer une « forte intensité d'exposition » aux conséquences négatives et un « besoin urgent » de protection en raison de l'insuffisance des mesures prises par l'État<sup>11</sup>. Les associations peuvent quant à elles être habilitées à intenter une action si elles sont légalement constituées, poursuivent un objectif de protection des droits de l'Homme et sont réellement qualifiées et représentatives des personnes concernées<sup>12</sup>.

Cet arrêt montre l'avantage procédural qu'il y a à s'appuyer sur des associations pour introduire des plaintes liées au climat devant les tribunaux des droits de l'Homme. Cela pourrait constituer une voie potentielle pour les futurs défenseurs des droits de l'enfant.

### Aller de l'avant

La lutte contre le changement climatique ne se limite pas à l'environnement, elle a aussi pour but de renforcer la solidarité et la justice internationales, et de garantir que les droits de l'enfant soient au cœur de la politique climatique.

Les cadres juridiques jouent un rôle déterminant dans la protection des enfants contre les effets du changement climatique. Sans application ni action significative, ces droits restent néanmoins théoriques<sup>13</sup>. Nous devons veiller à ce que les politiques environnementales tiennent compte des besoins des enfants, en reconnaissant l'impact disproportionné que le changement climatique a sur eux et en faisant de leurs besoins une priorité dans toutes les déci-

that children's rights are at the centre of all policies.

As recent climate litigation before international human rights bodies has shown, there are substantial legal grounds for the defenders of children's rights to pursue justice. We must use all existing means to the fullest extent to expand the recognition of climate change as a human rights issue.

The voices of children and young people are loud and clear on the streets, but they must be heard in courtrooms, parliaments and global climate negotiations as well. It is time to tackle the root cause of climate change before it is too late and children suffer its worst consequences. Promoting social awareness as early as possible and providing high-quality climate education are essential tools in empowering a new generation to understand the challenges and fight for our climate.

11 *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse [GC]* App n° 53600/20 (CEDH, 9 avril 2024), § 487.

12 App n° 53600/20 (CEDH, 9 avril 2024), § 502.

13 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Étude analytique sur la relation entre les changements climatiques et le plein exercice effectif des droits de l'enfant - Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme*, UN doc. A/HRC/35/13.

sions liées au climat. Cela inclut une implication réelle des enfants et des jeunes dans les négociations et les prises de décision sur le climat aux niveaux national, régional et international. L'action climatique ne peut être réellement efficace qu'en étant inter-générationnelle, qu'en encourageant la collaboration entre les jeunes et les décideurs politiques pour élaborer des solutions efficaces et inclusives. L'éducation doit être une priorité afin de garantir l'engagement des générations futures et de reconnaître l'importance de la connaissance du climat pour combler le fossé de la polarisation climatique. L'accès à une éducation de qualité est un outil primordial pour garantir la justice climatique et sociale et protéger les droits des enfants.

Les gouvernements doivent reconnaître l'interconnexion des crises mondiales et garantir que les droits de l'enfant sont au centre de toutes leurs politiques.

Comme l'ont montré les récents litiges relatifs au climat portés devant les instances internationales des droits de l'Homme, les défenseurs des droits de l'enfant disposent d'une base juridique solide pour obtenir gain de cause. Nous devons utiliser tous les moyens existants pour étendre la reconnaissance du changement climatique en tant qu'impératif lié aux droits de l'Homme.

La voix des enfants et des jeunes tonne dans les rues, mais elle doit également se faire entendre dans les tribunaux, les parlements et les négociations mondiales sur le climat. Il est temps de s'attaquer aux causes profondes du changement climatique avant qu'il ne soit trop tard et que les enfants n'en subissent les pires conséquences. Promouvoir la sensibilisation sociale le plus tôt possible et fournir une éducation climatique de qualité sont des outils essentiels pour permettre à une nouvelle génération de comprendre les défis qui nous attendent et se battre pour notre climat.